

REPUBLIQUE FRANÇAISE ELECTIONS LEGISLATIVES DU 14 JUIN 1981

PARTI SOCIALISTE

Jean-Hugues COLONNA

Marié. 3 enfants.
Professeur d'Education Physique au Lycée du Parc-Impérial
Conseiller Municipal de NICE (liste NICE DEMOCRATIE)

En France, au soir du 10 mai, un immense espoir est né dans le cœur de millions d'hommes et de femmes.

En portant François MITTERRAND à la Présidence de la République, ces hommes et ces femmes, la majorité des Français, ont choisi "l'autre politique".

C'est à nous tous qu'il appartient maintenant de soutenir le nouveau Président de la République en lui donnant les moyens de SA politique, c'est-à-dire en lui donnant une MAJORITE dans l'Assemblée Nationale que nous sommes appelés à élire les 14 et 21 juin prochains.

Entreprendre le changement

Déjà le Conseil des Ministres du 27 mai a annoncé les toutes premières mesures destinées à améliorer immédiatement les conditions de vie des salariés défavorisés, des familles, des personnes âgées ou handicapées (relèvement du S.M.I.C., des prestations familiales, du minimum vieillesse, etc.).

D'autres mesures vont suivre, conformes aux propositions présentées par François MITTERRAND pendant la campagne présidentielle, en particulier dans le domaine de l'emploi.

Relancer et contrôler l'économie

L'accroissement régulier du chômage et du nombre des faillites, l'inflation et la dégradation du pouvoir d'achat, tels sont, pour les jeunes, les salariés, les petits entrepreneurs, les artisans, les commerçants et les retraités, les résultats de la politique menée par GISCARD, appuyée par le député sortant de notre circonscription, Fernand ICART. Dans le département des Alpes-Maritimes, le chômage frappe près de 15% de la population active salariée (35.000 chômeurs), les fermetures d'entreprises se multiplient, les loyers atteignent des montants exorbitants...

La nouvelle Assemblée Nationale, si elle est à majorité de gauche, fixera très rapidement les grandes lignes d'une nouvelle politique de l'emploi et des prix.

Dès le deuxième semestre 1981 sera engagé un programme de grands travaux publics et de construction de logements sociaux et d'équipements collectifs (crèches, maisons de l'enfance, établissements scolaires, terrains de sports...).

150.000 emplois seront créés dans les services publics et sociaux afin d'accroître leur capacité d'accueil et d'améliorer les conditions de travail de leur personnel : augmentation du nombre des infirmières dans les hôpitaux et des aides-ménagères à domicile, ouverture et réouverture de classes dans les écoles, collèges et lycées, augmentation des effectifs de l'Administration des Postes et Télécommunications, etc.

En outre, 60.000 emplois d'utilité collective seront mis à la disposition des associations et des collectivités locales.

L'assiette des cotisations sociales sera modifiée afin de ne plus pénaliser les entreprises de main-d'œuvre et de favoriser la création d'emplois. Le rôle social et humain de l'artisanat, du petit commerce et de la petite industrie sera reconnu et protégé, notamment par une réglementation de l'implantation des grande surfaces.

Des mesures seront prises pour lutter contre l'inflation que le Pouvoir précédent a laissé s'amplifier. Les circuits de distribution seront réformés et les prix des produits pour lesquels il est manifeste que la concurrence ne joue pas seront contrôlés.

En même temps qu'elle sera encouragée, l'épargne populaire sera protégée par l'indexation sur les prix d'un livret par famille.

Mais, pour réaliser le plein emploi, freiner la hausse des prix et, en même temps, assurer l'indépendance économique de la France, il faut mettre un terme à la mainmise sur notre économie des grands groupes financiers et industriels dont l'intérêt national est loin d'être la préoccupation essentielle. Seule une Assemblée à majorité de gauche peut réaliser les nationalisations nécessaires tout en assurant la juste indemnisation des petits épargnants.

Ainsi se trouveront réunies les conditions d'une nouvelle forme de croissance conforme aux intérêts de la France et de ses habitants.

Donner le temps de vivre — Construire une société solidaire

Chaque homme et chaque femme de notre pays a non seulement le droit de travailler mais aussi le droit de VIVRE.

Il faut :

— s'acheminer, par la négociation et progressivement, vers la semaine de travail de 35 heures : est-il acceptable que certains souffrent et parfois meurent de travailler trop tandis que d'autres souffrent et parfois meurent de ne pas avoir de travail ?

— donner à chacun le DROIT, et non l'OBLIGATION, de prendre sa retraite, avec une pension complète, dès l'âge de 60 ans,

— porter de 50 à 60% le taux de la pension de reversion au bénéfice du conjoint survivant,

— instituer le salaire fiscal pour les artisans, commerçants et agriculteurs et reconnaître à leurs conjointes le statut de travailleuses à part entière,

— supprimer les cotisations sociales sur les pensions de retraite imposées par GISCARD soutenu sans réserve par ICART,

— faciliter à tous, des plus jeunes aux plus âgés, l'accès aux activités et aux responsabilités de leur choix dans les domaines de l'éducation, de la culture, des loisirs, etc.

Donner les moyens de vivre, de travailler et de décider au pays

Sous le masque du libéralisme, le capitalisme sauvage de GISCARD et de Fernand ICART a favorisé la spéculation foncière et immobilière un peu partout en France et tout particulièrement dans notre département. Un régime de dérogations a conduit à ces paysages défigurés dans lesquels nous sommes maintenant obligés de vivre. Il faut arrêter le massacre de nos sites naturels avant qu'il ne soit trop tard. C'est pourquoi le Parlement devra, avant la fin de l'année en cours, adopter, après une large consultation des associations et collectivités locales, une CHARTE DE L'ENVIRONNEMENT garantissant la protection de la nature.

Mais, dans notre région, plus on construit et moins les travailleurs, salariés ou non, peuvent se loger car les loyers atteignent des sommets qui leur sont inaccessibles. La prochaine Assemblée Nationale définira une nouvelle politique posant le principe du droit au logement pour tous et visant à mettre à la disposition des ménages des logements suffisamment grands et assortis de services publics et sociaux situés à proximité.

Une véritable décentralisation, réalisant un transfert de pouvoirs de l'Etat vers les régions, les départements et les communes, permettra à tous les citoyens, par l'intermédiaire de leurs élus, de leurs associations, de leurs organisations socio-professionnelles, de décider de leur avenir dans le cadre d'une planification régionale à l'élaboration de laquelle ils auront participé.

Faire revivre le Haut et Moyen Pays

Combien d'entre vous, poussés par la politique de GISCARD, avec l'approbation de Fernand ICART qui était cependant censé vous défendre, ont dû se résigner à s'entasser sur la Côte livrée sans vergogne aux promoteurs et aux spéculateurs ?

Fermeture des écoles, des recettes postales, retard dans l'exécution des routes, défaut d'endiguement des rivières et des torrents ont peu à peu vidé nos campagnes et nos montagnes et condamné agriculteurs et éleveurs, qui sont pourtant les conservateurs de la terre, à disparaître.

Il faut faire revivre tous nos villages, du moins tous ceux pour lesquels il n'est pas encore trop tard. C'est possible : ce qu'on a fait en Suisse, en Allemagne, en Autriche, on peut le faire aussi en France.

La technologie moderne permet d'implanter dans nos vallées des industries légères, non polluantes, qui leur redonneront la vie. Gîtes ruraux, classes de neige et classes vertes, centres de loisirs familiaux, attireront, si on le veut et si on se donne les moyens nécessaires, des touristes qui, s'évadant de la Côte surchargée, iront découvrir la beauté sauvegardée du Moyen et Haut Pays.

Maintenir, renforcer et développer les libertés

Pour GISCARD et Fernand ICART, la sécurité des Français justifie la réduction du champ des libertés traditionnelles.

Les socialistes répondent que l'insécurité est d'abord sociale (insécurité de l'emploi, du revenu, du pouvoir d'achat, de l'épargne, du logement) et ils veulent préserver la sécurité en assurant partout et à tous une vie mieux RESPECTEE, une vie mieux REMPLIE, une vie plus LIBRE.

Ils entendent, non seulement maintenir et renforcer les libertés traditionnelles — dont ils ont abondamment prouvé, et tout récemment encore lors du débat sur la loi Sécurité et Liberté, qu'ils étaient les plus fermes et les plus sûrs défenseurs —, mais aussi développer des libertés nouvelles (par exemple, droits des travailleurs dans l'entreprise, droit des femmes à l'égalité avec les hommes, droit au logement, liberté des collectivités locales par la décentralisation de l'Etat, droit à la différence...).

Voilà ce que nous vous proposons.

Le changement est amorcé ; il doit se poursuivre.

Mais, pour celà, il faut que la prochaine majorité parlementaire soit conforme à l'actuelle majorité présidentielle.

Il faut que tous les hommes et toutes les femmes qui, le 10 mai, ont porté François MITTERRAND à la Présidence de la République et tous ceux qui les ont rejoints depuis dans une commune volonté de changement, il faut que tous ceux-là élisent un grand nombre de députés socialistes.

GISCARD a été battu.

Fernand ICART, l'homme de GISCARD dans notre circonscription doit lui aussi être battu.

Mais il ne peut l'être que si les électeurs, dès le premier tour, votent en masse pour le candidat du Parti Socialiste.

VOTEZ SOCIALISTE DÈS LE 14 JUIN

VOTEZ Jean-Hugues COLONNA



SUPPLEANT

Gilbert ROBIN

Marié. 3 enfants.
Ancien élève de l'Institut d'Etudes Juridiques de Nice - Licencié en Droit
Résistant - Engagé volontaire - Lieutenant Honoraire -
Chevalier des Palmes Académiques

l'atelier d'impression